

A 10 ans, du 11 septembre
L'impérialisme face à une crise globale

À l'occasion du 10^e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, un large débat s'est ouvert dans la presse sur la signification et les conséquences des attentats contre les *Tours jumelles* à New York et le bâtiment du Pentagone à Washington.

Ce 11 septembre est sans aucun doute un jalon dans l'histoire mondiale récente. C'est un fait qu'au 10^e anniversaire de cette date, les États-Unis traversent une profonde crise économique et politique, et ont davantage de difficultés pour contrôler le monde en tant que puissance impérialiste hégémonique. Une partie importante des événements qui ont conduit à cette crise, ont commencé à se tisser précisément ce jour-là. Il est très important d'évaluer la relation entre ces événements et la crise : quelles en sont les conséquences dans ce qui se passe dans le monde aujourd'hui ?

De nombreux analystes croient qu'Al-Qaïda a été l'acteur majeur du processus, voire même, que la crise économique de l'impérialisme est due à l'effet direct des attentats du 11 septembre. Mais ils ont tort. La vérité est que l'impérialisme a utilisé les attentats comme prétexte pour lancer son offensive dans la « guerre contre la terreur ». L'effet de ces attaques terroristes a été d'unir le peuple américain et son gouvernement. Ce soutien populaire a renforcé Bush et lui a ainsi permis de mettre en œuvre son projet et de lui garantir, au début de la décennie, des succès initiaux en Irak et en Afghanistan.

Bush a utilisé les attentats pour obtenir le soutien populaire dans son pays, mais l'arroseur a été arrosé quand les masses du monde sont entrées en action pour résister à l'offensive. Ce sont les actions des masses, et non les attaques terroristes, qui ont freiné et mis en échec cette offensive. Contrairement à ce que disent de nombreux analystes, ce sont les luttes des travailleurs et les révolutions qui ont placé l'impérialisme dans la situation difficile qu'il connaît aujourd'hui. Si les actes terroristes isolés unissent la bourgeoisie, les révolutions ont l'effet inverse et la divisent, comme en Tunisie, en Égypte et en Libye, et constituent donc la grande peur de l'impérialisme.

Ainsi, Al-Qaïda a joué un rôle insignifiant dans la révolution arabe et ne représente pas aujourd'hui une référence pour le mouvement de masse en Égypte, en Tunisie, en Libye ou en Syrie. Dans la mesure où les masses sont les protagonistes des révolutions, les « appareils terroristes », isolés des masses, perdent inévitablement du poids.

Bush a utilisé les attentats

Il existe toujours une controverse sur l'attitude de l'administration Bush par rapport à la préparation et à la réalisation des attentats par les commandos d'Al-Qaïda, l'organisation dirigée par Ben Laden. On soupçonne le gouvernement d'avoir su à l'avance ce qui allait se passer et d'avoir laissé courir pour profiter de son impact sur l'opinion publique étasunienne en faveur du projet politique de Bush. Nous ne le saurons probablement pas avant de nombreuses années. Mais ce qui est clair, c'est que Bush a utilisé les attaques pour lancer son projet.

Le *Projet du Nouveau Siècle Américain* a rassemblé une aile de l'extrême droite du parti républicain, qui critiquait alors le président démocrate Bill Clinton ainsi que les secteurs traditionnels conservateurs républicains, pour être « mous » et incapables d'inverser le « syndrome du Vietnam » et de passer à l'offensive pour assurer ainsi une stricte domination américaine dans le monde entier.

Face à un processus de crise économique aux États-Unis, aux révolutions en Amérique latine et à la deuxième Intifada en Palestine, il était nécessaire pour eux de changer de politique et de lancer une offensive bonapartiste. Ils proposaient une politique étrangère agressive et militarisée pour inverser la crise et s'approprier du pétrole et des ressources énergétiques. Ce secteur a remporté les élections préliminaires républicaines et par la suite l'élection présidentielle.

Mais le gouvernement Bush était faible d'entrée de jeu : son élection a été contestée (parce qu'il a gagné dans le collège électoral avec le vote de la Floride, prétendument entaché de fraude). Bush a utilisé les attentats parce qu'ils ont créé les conditions pour gagner un important soutien populaire qui lui permettait de développer son projet à grande échelle et de le présenter comme une politique de « défense » d'un pays « attaqué ». (À l'époque, 75 % des États-Uniens soutenaient l'invasion de l'Afghanistan.)

En octobre 2001, les troupes étasuniennes ont envahi l'Afghanistan et renversé le gouvernement taliban, accusé d'être la base de soutien d'Al Qaïda et de Ben Laden.

Le gouvernement de Bush a également profité des attaques pour augmenter le budget de « la défense » et les investissements dans le complexe militaro-industriel. Il a combiné ainsi sa politique d'armement avec des mesures anti-crise : grâce aux nouveaux contrats, des sociétés comme Boeing, qui était au bord de la faillite, obtinrent en peu de temps de grands bénéfices annuels. S'y ajoutèrent d'autres mesures, telles que la baisse des taux bancaires. Il obtint ainsi une période de plusieurs années de croissance économique et fit aussi des progrès dans le processus de recolonisation de l'Amérique latine, à travers les Traités de Libre Échange (TLC).

Le mouvement de masse met Bush en échec.

Le succès rapide obtenu en Afghanistan a poussé Bush à doubler la mise : En 2003, les troupes étasuniennes,

complétées par celles de l'impérialisme européen et de petits pays marionnettes, ont envahi l'Irak et renversé Saddam Hussein. Le projet visait à attaquer tous les pays qui ne lui étaient pas entièrement soumis et furent nommés « l'axe du mal ». Bush n'admettait aucun degré de résistance. A cette époque, ces pays étaient l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord. La prochaine étape après l'Irak devait être de renverser le régime des ayatollahs en Iran, avec lequel l'impérialisme étasunien avait des différends non résolus depuis la révolution de 1979.

Mais c'est alors que les problèmes ont commencé. Le projet de Bush et son offensive internationale sont entrés en collision avec un élément non prévu dans l'équation : La résistance du mouvement de masses commença à mettre ses plans en échec. En Amérique latine surgit un vaste mouvement contre la ZLEA et une série de gouvernements néolibéraux furent vaincus aux élections ou dans la rue. En 2002, Bush orchestra un coup d'Etat au Venezuela contre le président Hugo Chavez. Ce dernier et tous ses ministres s'étaient déjà rendus, quand le coup fut mis en déroute par la réaction des masses.

Cependant, c'est en Irak que Bush a joué le tout pour le tout et a mis à l'épreuve le sort de son projet. La guerre d'occupation, apparemment triomphante, s'est rapidement transformée en une guerre de libération du peuple irakien contre les troupes d'occupation, de plus en plus défavorable à l'impérialisme et devenant finalement une « guerre ingagnable ». Aux Etats-Unis même, l'opposition à la guerre devint majoritaire, imposant la décision de réduire le nombre de troupes et la promesse d'un retrait.

L'un après l'autre, les plans pour stabiliser et contrôler l'Irak ont échoué, jusqu'à la décision d'Obama de retirer les troupes et de laisser le pays aux mains d'un gouvernement irakien extrêmement instable, composé de chiites et de kurdes, sans la moindre garantie de stabilité pour son armée qui devait faire face au chaos dans lequel le pays est plongé. En Irak, il n'y a pas eu une « fuite » précipitée des troupes étasuniennes, comme au Vietnam, mais une sortie ordonnée et le maintien de plusieurs milliers d'hommes dans des « super-bases ». Le pays est toutefois dans le chaos.

L'impérialisme étasunien n'a obtenu aucun des objectifs politiques, économiques ou militaires qu'il s'était fixé en envahissant le pays, et se retire donc vaincu. Ce n'est pas par hasard si l'on parle maintenant du « syndrome de l'Irak » : la peur de s'engager dans de nouvelles occupations au sol, qui se terminent en de longues guerres et en « bourbiers » politico-militaires.

C'est pourquoi l'Irak représente un point de non-retour de la « guerre au terrorisme » et de l'ensemble du projet de Bush. Voilà le bilan, fait d'ailleurs par la plupart de la bourgeoisie et par le peuple étasunien lui-même : Bush a perdu les élections législatives de 2006 et les républicains ont perdu les élections présidentielles de 2008.

Le résultat en Irak a eu un impact sur l'Afghanistan. Dans ce pays aussi, la guerre d'occupation s'est transformée en guerre de la libération, avec un cours de plus en plus défavorable à l'impérialisme. Et les talibans, qui mènent ce combat, contrôlent maintenant la plupart du territoire et réalisent déjà des attentats risqués et des opérations militaires dans la capitale, Kaboul. Tous les analystes estiment que, dans les conditions politiques et militaires actuelles, il s'agit une autre guerre « ingagnable ». En fait, la politique d'Obama se limite à essayer de se renforcer un peu afin de négocier le retrait dans les meilleures conditions possibles, et le retrait lui-même pourrait lui imposer d'accepter le retour au pouvoir des talibans.

Et, cerise sur le gâteau, un allié stratégique de l'impérialisme, Israël, a également subi une lourde défaite, lors de son invasion du Liban en 2006, face à la résistance héroïque des masses libanaises dirigées par le Hezbollah dans cette lutte.

Un changement de visage pour de nouvelles tactiques

Pour ne rien arranger dans la situation de l'impérialisme, l'échec du projet de Bush n'a pas permis la réalisation complète de son principal objectif : le contrôle total des sources d'énergie.. Cela, combiné aux profondes contradictions du système capitaliste accumulées depuis des décennies, a mené à l'éclatement de la sévère crise économique internationale en 2007, d'une profondeur sans précédent depuis 1929.

La défaite de Bush a ouvert une profonde crise de direction politique dans l'impérialisme étasunien. Face à une double réalité négative (deux guerres dans une situation très défavorable, une crise économique profonde), un secteur majoritaire de la bourgeoisie étasunienne a tenté, en 2008, d'obtenir avec Obama un « changement de visage », adapté à de nouvelles tactiques : obtenir par les négociations et le « consensus » la récupération d'une partie de ce qui a été perdu face à la lutte des masses et en raison de la crise économique. Cette bourgeoisie a cherché ainsi à gagner du temps pour trouver une solution, tout en naviguant dans ces eaux troubles intérieures et internationales.

Obama a obtenu quelques résultats : négocier une sortie partielle et ordonnée de l'Irak, au niveau international, et arriver à des accords tels que la restructuration de GM, sans trop d'agitation sociale, en interne. Il a réussi à éviter la chute dans la dépression en 2009, et une reprise partielle. Mais cette reprise n'a pas suffi à surmonter les problèmes structurels générés par la crise. Obama a échoué dans la tentative de dépasser la crise économique, tant en interne qu'au niveau international.

Ce manque de solutions a mené aujourd'hui à la division de la bourgeoisie étasunienne sur toutes les grandes questions : comment faire face à la crise économique, comment intervenir politiquement et militairement dans le monde, continuer à investir en Chine ou non, se concentrer sur une nouvelle vague d'investissements « nationaux », profitant d'une lourde défaite des travailleurs étasuniens, ou non, favoriser l'aide aux banques et soutenir le complexe militaro-industriel... ?

Ces divisions se manifestent dans une profonde crise politique, comme en témoigne le débat législatif sur l'expansion de la limite de la dette publique, un débat où Obama a clairement été désavoué. Mais la conséquence la plus grave pour la bourgeoisie étasunienne est que le fonctionnement de l'ensemble du régime politique (basé sur l'équilibre entre les républicains et les démocrates, et entre le Président et le Congrès) y a perdu des plumes et doit compter avec une méfiance croissante de la population.

La bataille féroce au sein de la bourgeoisie étasunienne se reflète dans la question de savoir si la majorité de la bourgeoisie va miser sur le maintien du profil de « changement de visage » de 2008, avec la réélection d'Obama, ou si elle considère que ce profil est déjà « épuisé » et a donné tout ce qu'il pouvait donner. Cette question ne trouvera une réponse que l'année prochaine, parce qu'il n'est pas non plus clair qu'il y aura une véritable alternative crédible de la part des républicains.

Ce qui est parfaitement clair, c'est que, suite à la défaite du projet de Bush, la crise de direction politique de l'impérialisme étasunien est toujours ouverte, et qu'à bien des égards, elle s'est aggravée, parce que la « variante Obama » est assez usée. Ce seul fait suffirait pour conclure que la décennie est un revers pour l'impérialisme. Dans ces défaites, le mouvement de masse mondial a joué un rôle majeur.

La révolution arabe entre en scène

Il est impossible de comprendre le bilan des 10 années après le onze septembre sans référence au processus révolutionnaire extraordinaire qui se déroule dans le monde arabe et se répand comme une traînée de poudre. Nous pouvons dire que ce processus représente une nouvelle défaite du projet de Bush, parce que l'impérialisme doit maintenant faire face à une puissante montée révolutionnaire des masses dans la région.

Un des objectifs principaux du projet de Bush était, précisément, de dominer avec une main de fer les pays arabes et musulmans et leurs réserves stratégiques de pétrole (60 % du total mondial). Les défaites en Irak et en Afghanistan avaient déjà commencé à ruiner cet objectif.

Les révolutions dans le monde arabe menacent maintenant le cœur de toute l'intervention impérialiste dans la région. Elles ont déjà touché un pays-clé (l'Égypte) et un pays très riche en pétrole (la Libye) et elles menacent les deux alliés les plus stratégiques de l'impérialisme dans cette partie du monde. Israël est en proie à une crise majeure, de plus en plus isolé internationalement, alors que le peuple palestinien met sur pied des manifestations de masse qui « perforent » ses frontières et qu'un secteur de la population juive israélienne (les Indignés) se mobilise pour des revendications économiques. Israël a vu des alliés puissants et stratégiques prendre leur distance, comme la Turquie, qui avait d'excellentes relations politiques et militaires depuis sa fondation, ou comme l'Égypte, qui avait été un élément essentiel pour sécuriser ses frontières et le siège de Gaza depuis le traité de paix signé par Anouar Sadate. Dans ce dernier cas, suite à la révolution et au rejet de l'action sioniste, le gouvernement a menacé de réviser le traité de Camp David. D'autre part, l'Arabie saoudite observe comment les révolutions dans d'autres pays sont progressivement en train de mettre au pied du mur les monarchies pétrolières régnautes.

Par ailleurs, ces révolutions représentent encore une autre défaite de l'impérialisme, idéologique cette fois. Après le onze septembre, une féroce campagne avait été lancée pour présenter la lutte des Arabes et des Musulmans comme l'œuvre « de fanatiques religieux » et « d'appareils terroristes ».

Mais la révolution arabe, dont les jeunes travailleurs et les masses sont les protagonistes, ont de nouveau placé les grandes manifestations et les actions des masses au centre de la situation mondiale, comme facteur possible de transformations historiques. Leur combat n'est plus vu comme « le fantôme terroriste » et est devenu une référence très attractive, à suivre par les travailleurs et les jeunes du monde entier, comme nous l'avons vu en Espagne, en Grèce, et même aux États-Unis (dans ce dernier pays, au moins au niveau du débat au sein de l'avant-garde).

Dans ce scénario, il y a toujours un aspect négatif essentiel qui explique pourquoi le processus n'avance pas jusqu'à l'expulsion de l'impérialisme et la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Il s'agit de l'absence d'une alternative de direction révolutionnaire. Cette absence permet à l'impérialisme de continuer à manœuvrer pour essayer de dévier et de freiner les révolutions et de continuer ainsi à maintenir sa domination, malgré le séisme révolutionnaire.

Nous incluons dans cela ce qui se passe en Libye, où la révolution s'est développée en guerre civile brutale. Cette révolution était dirigée contre Kadhafi, l'agent local de l'impérialisme. Ce dernier tente de « mettre ses pions » dans le processus à partir de l'intervention des forces de l'OTAN et le caractère pro-impérialiste de la CNT, comme il l'a fait en Égypte où il devait se débarrasser de Moubarak. Il a même profité de l'absence d'une direction révolutionnaire pour obtenir qu'une partie significative des rebelles libyens aient perçu cette intervention comme une « aide » et non comme une tentative contre-révolutionnaire de reprendre le contrôle et de stabiliser la situation. Cette réalité représente effectivement un profond danger d'aujourd'hui, mais elle ne peut cacher qu'il s'agit d'une révolution où les masses armées ont été les protagonistes, pour renverser le dictateur Kadhafi qui, jusqu'à il y a à peine quelques mois, était encore « l'homme de l'impérialisme » en Libye. C'est donc une défaite de l'impérialisme.

L'impérialisme se trouve dans des conditions pires qu'il y a dix ans, sur tous les terrains. La crise économique l'oblige à montrer son pire visage avec des attaques de plus en plus féroces contre les conditions de vie des travailleurs et des peuples, y compris dans les pays impérialistes eux-mêmes. Le « nouveau siècle américain » n'a même pas duré une décennie. Bush est tombé avec lui et Obama est enlisé dans la boue laissée par son prédécesseur. La crise politique le

ronge et la révolution arabe et la lutte des jeunes et des travailleurs européens occupent le centre de la scène.

Il reste toutefois le grand facteur négatif : l'absence d'une alternative de direction révolutionnaire avec un poids de masse. Mais la situation mondiale, avec les difficultés auxquels se trouve confronté l'impérialisme, offre la possibilité d'avancer dans de meilleures conditions pour sa construction. Voilà pourquoi, aujourd'hui comme il y a dix ans, mais maintenant dans des conditions objectives plus favorables, la construction de cette direction révolutionnaire est toujours la tâche à laquelle la LIT-QI consacre tous ses efforts.